

Discours de Monsieur Jacques Chirac, Président de la République, sur la maîtrise des effets de la mondialisation, l'intégration européenne et les pôles régionaux de solidarité, sur la réforme de l'OTAN et la sécurité européenne, les relations avec les Etats-Unis, la limitation des armements, le renforcement du FMI face à la crise asiatique et l'aide au développement, Paris le 26 août 1998.

Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Nous voici réunis, pour la quatrième fois, dans cet exercice désormais traditionnel de la Conférence des Ambassadeurs. C'est pour moi l'occasion d'inscrire une réalité internationale complexe, parfois irrationnelle, dans une analyse cartésienne. Ce besoin d'affirmer une vision globale, à long terme, au lieu seulement de gérer avec pragmatisme chaque dossier à mesure qu'il se présente, distingue, je crois, notre pays.

Analyser ce que l'on voit et dire ce que l'on veut est pourtant, pour une grande nation, un exercice nécessaire. Les Français ont besoin de savoir où ils vont. Et j'ai le sentiment qu'en proposant sa vision du XXIème siècle, notre pays rencontre un large assentiment dans le monde. Que veut la France ?

La France veut d'abord que l'Union européenne soit, dans tous les domaines, un acteur majeur du XXIème siècle. Parce que l'Europe unifiée, démocratique, pacifique doit contribuer de façon décisive à l'équilibre du monde. Parce qu'une Europe s'affirmant sur la scène de l'Histoire est, pour la France, le meilleur moyen de préserver son influence et de promouvoir ses intérêts dans un monde globalisé.

La France veut ensuite encourager le mouvement irrésistible vers un monde multipolaire, où l'Europe trouvera naturellement toute sa place. Il faut organiser une relation harmonieuse entre puissances installées et puissances émergentes, dans le respect de la dignité de chacun, dans le respect aussi du droit international et des pouvoirs des organisations qui veillent à son application. Il faut également renforcer les institutions où s'incarnent les solidarités régionales car elles sont gages de paix et de stabilité.

La France veut enfin que la mondialisation irréversible des technologies et des marchés, pour être pleinement bénéfique, soit mieux organisée, mieux maîtrisée grâce à l'adoption et à la mise en oeuvre de règles communes et grâce à l'action des organisations internationales chargées de les faire appliquer. Il est nécessaire, il est possible de réduire les risques de crise, de réduire les phénomènes d'exclusion et nous devons le faire.

phénomènes d'aggravation et nous devons le faire.

Autour de ces trois objectifs, la France peut rallier la plupart de ses partenaires. En mobilisant ses moyens, qui la placent parmi les quelques pays en mesure de rayonner dans le monde entier, en mobilisant notamment le deuxième réseau diplomatique mondial que vous incarnez avec compétence et talent, la France dispose d'une forte capacité d'influence. Et elle entraîne d'autant mieux que sa vision est en harmonie avec les aspirations du plus grand nombre.

D'aucuns pensent que la France a perdu une marge de manoeuvre avec l'effacement de l'ordre bipolaire. C'est faux. D'abord parce que la disparition des dictatures est toujours une bonne nouvelle. Mais surtout, parce que la France, du fait même de la fin de la guerre froide, a retrouvé une grande liberté d'initiative et d'action. Notre marge de manoeuvre est d'autant plus grande que nous savons faire preuve de cohésion, de détermination et d'ambition.

Depuis le début de cette décennie, et pour la première fois depuis des siècles, la France n'a pas d'ennemi. Les menaces nouvelles, souvent diffuses, auxquelles elle est confrontée sont les mêmes que celles qui pèsent sur nos principaux partenaires. Ayant tourné la page des ambitions territoriales ou coloniales, tout en cherchant à renforcer les solidarités créées par l'Histoire, la France a su s'adapter à un monde où les risques, comme les composantes de la puissance, changent rapidement et profondément.

Pour promouvoir ses intérêts, ses valeurs, sa langue, sa culture, ses entreprises, son ambition sociale dans un monde intégré, complexe, où les frontières s'effacent, où l'économie pèse de plus en plus lourd, où les normes se définissent à l'échelle de la planète, où les nouveaux réseaux de communication accélèrent et multiplient les échanges entre les hommes, dans ce monde là, la France doit savoir bâtir autour d'elle des ensembles divers, changeants selon les dossiers traités. Le Ministre des Affaires étrangères, M. Hubert Védrine, s'y attache avec conviction jour après jour, tout en poursuivant avec détermination la modernisation des structures et du fonctionnement du Quai d'Orsay.

Dans ce jeu nouveau d'alliances fondées sur des solidarités différentes, différentes dans leur nature et dans leur intensité, le premier cercle est naturellement celui de l'Union européenne. Les Français, même s'ils s'agacent à juste titre de certaines dérives bureaucratiques, mesurent la portée de l'aventure dans laquelle notre continent est engagé grâce au génie de quelques hommes de vision. Pour la première fois de l'Histoire, une puissance naît non par les armes mais par la volonté librement exprimée des peuples qui la composent. Pour la première fois, cet empire de la raison n'a pas pour objet d'assurer la domination d'un peuple sur ses voisins, mais d'affirmer leur union dans le respect de l'identité de chacun et la promotion collective de valeurs partagées. C'est ce qui donne son caractère unique à notre construction institutionnelle. L'Union ne veut pas être les Etats-Unis d'Europe. Elle veut être l'Europe unie des Etats.

Et, pour la première fois depuis l'empire romain, l'Europe aura, le 1er janvier prochain, une monnaie unique. Comme tous mes prédécesseurs, et avec Helmut Kohl, j'ai voulu réussir le projet européen le plus ambitieux à ce jour. Parce qu'il est le complément nécessaire du marché unique. Parce qu'il rend à la France une souveraineté monétaire, certes partagée, mais qu'elle avait de fait progressivement perdue. Parce qu'il protège nos peuples des crises et des fluctuations monétaires. Parce qu'il nous dote de disciplines économiques collectives qui sont les meilleures garanties d'une croissance durable et saine, et donc de l'emploi, dans l'ensemble de nos pays. Parce qu'enfin il permettra à l'Europe d'être l'égale de l'Amérique dans le domaine décisif de la monnaie.

Les Européens ne mesurent pas encore la puissance et la rapidité de l'effet intégrateur de l'euro. Mais les acteurs économiques les perçoivent bien. Ils raisonnent déjà à l'échelle du marché unique et en tirent les conséquences en termes de modernisation, de rationalisation et de regroupements. Vous devez vous aussi, avec vos collègues de l'Union, tirer toutes les conséquences de l'existence de groupes financiers et industriels européens lorsqu'il faut en défendre les chances sur les marchés tiers. Dans le même esprit, il faudra rapidement définir des solutions appropriées sur un dossier essentiel : celui de la représentation extérieure de l'euro. Cette intégration économique accélérée doit être complétée par de nouveaux progrès de l'Europe des hommes, notamment dans le domaine de l'emploi et dans celui de ce modèle social

européen pour lequel je me bats depuis plus de trois ans. C'est là notre réponse à certains effets pervers de la mondialisation et c'est une condition de l'adhésion durable de nos peuples au projet européen.

Les négociations de l'agenda 2000 et la réforme des institutions seront difficiles. Leur aboutissement est le préalable incontournable au prochain élargissement. Mais elles ne doivent en aucun cas servir de prétexte à en retarder l'échéance. Je le redis avec force : la France souhaite que puisse intervenir, dès que possible, l'adhésion de tous les pays candidats qui rempliront les conditions fixées par les traités. L'élargissement est un devoir moral et il est aussi une chance pour l'Europe. Les difficultés réelles qui devront être surmontées ne doivent pas nous faire perdre de vue l'intérêt à long terme de l'Union : constituer un ensemble démocratique, pacifique, puissant, prospère, de 500 millions de femmes et d'hommes. Le premier de la planète.

Le moment est aussi venu de compléter cet ambitieux programme dans deux domaines.

La culture d'abord. Il faut accélérer l'harmonisation, trop lentement engagée, des diplômes entre grandes universités européennes. Il faut que nos jeunes, quel que soit leur parcours, deviennent européens en acquérant leur formation dans plusieurs villes universitaires de l'Union, renouant ainsi avec une tradition qui remonte au Moyen-Age. Il faut enfin promouvoir l'enseignement, dès le plus jeune âge, de deux langues étrangères dans chacun de nos pays. C'est là le meilleur moyen pour assurer l'identité culturelle de l'Europe mais aussi de chacune des nations qui la composent.

L'autre domaine est celui de la politique étrangère et de sécurité. Avec l'euro, l'Europe a prouvé que quand elle veut, elle peut. Ayons la volonté d'agir par nous-mêmes sur la scène internationale ! Il y faudra du temps, je le sais. Mais il faut progresser.

Je m'exprimerai sur ces deux sujets au cours des prochains mois pour souligner l'indispensable dimension culturelle de la construction européenne et pour proposer, en matière de politique extérieure et de sécurité commune, une voie vers davantage de concertation et d'union, donnant à chacun plus d'influence et d'efficacité mais ne signifiant en aucun cas, pas plus pour vous que pour moi, paralysie ou abandon.

Pour entraîner ses partenaires, la France doit, plus encore que par le passé, développer avec chacun des pays de l'Union des rapports étroits et confiants. J'y suis personnellement très attentif. Elle doit aussi et surtout proposer à l'Allemagne des chemins nouveaux, plus ambitieux encore, pour affirmer notre entente et notre coopération. Au cœur du projet européen, la relation entre Paris et Bonn, demain entre Paris et Berlin, est, plus que jamais, fondamentale. Chacun, pourtant, ressent que les structures et les procédures actuelles doivent être adaptées aux conditions nouvelles de la construction européenne. Le rapprochement entre nos peuples - allemand et français -, nos sociétés, nos économies, doit mieux s'inscrire dans le contexte politique, psychologique et technique d'aujourd'hui.

Comment conduire cette rénovation de la relation franco-allemande ? Je m'en suis entretenu avec le Premier Ministre et, dès les élections allemandes passées, j'aborderai ce grand sujet avec le Chancelier. Nous devons préciser les objectifs et repenser les moyens de notre coopération pour renforcer notre communauté de destin et notre capacité à entraîner ensemble l'Europe.

Autre cercle, celui de l'Alliance Atlantique. Dans le domaine de la sécurité, l'Union et l'Alliance sont complémentaires et doivent poursuivre la clarification de leurs missions respectives dans un contexte radicalement transformé. Le sommet du cinquantenaire de l'Alliance atlantique, en avril prochain à Washington, en sera l'occasion avec l'adoption d'un nouveau concept stratégique. Marquant une étape supplémentaire dans l'adaptation de l'OTAN, après Berlin et après Madrid dont les acquis doivent être pleinement mis en oeuvre, le sommet de Washington devra affirmer plus nettement l'identité européenne. Le mouvement engagé vers une meilleure répartition des responsabilités devra être poursuivi. La détermination des Européens à développer leurs forces multinationales et leur industrie de défense devra être saluée et encouragée.

Je souhaite qu'après Washington, à l'occasion par exemple d'un sommet de l'UEO, adossé à un prochain Conseil européen, soit précisé l'avenir de l'Union de l'Europe Occidentale. Pour la

France, elle a vocation à devenir l'agence de défense de l'Union européenne, progressivement intégrée dans ses institutions, tout en restant articulée naturellement sur l'OTAN. Dans ce contexte il faudra voir si l'on doit créer, le moment venu, un Conseil des Ministres de la Défense de l'Union européenne pour affirmer notre solidarité dans ce domaine. Ainsi serait clarifié, équilibré et rendu plus efficace ce partenariat transatlantique qui demeure une pierre d'angle de la stabilité et de la sécurité du monde.

Toutefois le sommet de Washington ne doit pas transformer l'OTAN en une sorte de « Sainte Alliance » qui aurait vocation à intervenir partout et pour tout. La France ne l'accepterait pas. C'est dans cet esprit qu'elle insiste, avec d'ailleurs, la quasi-totalité de ses partenaires européens, sur la nécessité d'un mandat du Conseil de sécurité pour toute intervention militaire de l'OTAN.

Ceci vaut aujourd'hui pour le Kosovo où la poursuite des combats menace d'embraser tous les Balkans, avec le bouleversement des frontières existantes, l'éclatement des Etats les plus fragiles et la mise en cause d'acquis encore précaires en Bosnie. Nous ne pouvons bloquer cet engrenage qu'à une condition : les six pays membres du Groupe de Contact doivent d'urgence relancer la négociation sur des bases claires. Ils doivent affirmer leur détermination à voir adopté un statut de très large autonomie à l'intérieur des frontières existantes. Une politique d'extrême fermeté est nécessaire. Mais l'usage de la force de l'Alliance, sur mandat du Conseil de Sécurité, n'aura de sens qu'au service d'objectifs politiques dont le Groupe de Contact unanime doit rapidement préciser les contours.

Dans cette tragédie, la Russie peut et doit jouer le rôle positif que tous ses partenaires attendent d'elle. Pour m'en être entretenu à plusieurs reprises avec le Président Eltsine, je suis convaincu qu'elle fera le bon choix, comme en Bosnie, celui de ce partenariat stratégique que lui propose l'Acte fondateur OTAN-Russie et qui doit se traduire, de part et d'autre, par une coopération confiante au Conseil de sécurité, à la table de négociation et sur le terrain.

L'OTAN, la Bosnie, le Kosovo, autant d'occasions de mesurer l'importance souvent décisive - même si elle est parfois discutée - de la coopération franco-américaine. Autant d'occasions de souligner le prix d'une amitié que les années n'ont pas.

Des différences peuvent certes exister sur l'ordre mondial à venir, qu'il s'agisse de la Cour Pénale Internationale enfin créée ou du traité d'interdiction des mines anti-personnel, du financement de l'ONU ou de celui du Fonds Monétaire International, de la protection de l'environnement ou de l'aide au développement, des sanctions unilatérales ou de l'usage de l'embargo.

Mais ces différences n'opposent pas, je crois, les Etats-Unis et la France. Elles traduisent, chez certains, une tentation isolationniste et unilatéraliste, sans pourtant faire obstacle à des avancées importantes vers un ordre mondial conforme aux souhaits de la France et aux souhaits du plus grand nombre.

Je sais combien le Président Clinton déplore cette situation et je salue son engagement international résolu.

L'amitié personnelle qui nous lie, la bonne entente entre nos ministres et nos collaborateurs, nous ont permis d'aborder ensemble, côte à côte, les rudes chocs de 1998.

Ce fut d'abord l'Irak. Nous avons le même objectif : obtenir le strict respect des résolutions du Conseil de Sécurité. Nous l'avons atteint en février en conjuguant nos moyens et en aidant le secrétaire général de l'ONU à réussir sa mission. Le même état d'esprit doit nous animer aujourd'hui afin d'obtenir, par une application scrupuleuse de ces mêmes résolutions, le passage progressif au contrôle à long terme puis la levée de l'embargo. Le chef de l'Etat irakien doit comprendre que des progrès décisifs dans ce sens dépendent de sa totale coopération avec l'UNSCOM et l'AIEA.

Le dialogue franco-américain s'est également intensifié sur le processus de paix au Proche-Orient. La France n'accepte pas la mort programmée de ce processus. Etouffer l'espoir d'une solution juste, conforme aux engagements pris, c'est enfoncer des millions d'hommes dans un désespoir porteur de violence et porteur de terrorisme. Avec le Président Hosni Mubarak, j'ai proposé que se tienne, en Egypte ou en France, un sommet des sauveteurs de la paix qui, dans

proposé que ce sommet, en Egypte ou en France, en soutien des secrétaires de la paix qui, dans un premier temps, se déroulerait sans les protagonistes. Il aurait pour objectif de confirmer tous les acquis et de préciser les conditions d'une relance des deux volets du processus. Pour préparer ce sommet, sera convoquée le moment venu, à Paris, une réunion de hauts fonctionnaires arabes, américains, russes et européens.

Enfin, le dialogue franco-américain est redevenu positif sur l'Iran. La France observe avec une extrême attention l'évolution de ce grand pays, dont elle recevra, au cours des prochains mois, de très hauts dirigeants. Placé à l'épicentre d'un arc de crise qui est aussi le cœur énergétique du monde, l'Iran est confronté à son tour au risque de déstabilisation régionale qui résulte des derniers et inquiétants développements en Afghanistan. S'il confirme ses choix, l'Iran peut jouer un rôle constructif majeur. C'est tout le sens du dialogue franco-iranien, que nous venons de relancer à l'occasion du voyage du Ministre des Affaires Etrangères.

Le deuxième choc de 1998 est venu des essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan. Le sous-continent s'est brutalement enfermé dans un face à face nucléaire sans règle du jeu. Soyons-en bien conscients : le pouvoir stabilisateur de l'atome n'existe pas quand une situation de tension, au Cachemire par exemple, peut à tout moment, et sans contrôle, enclencher un engrenage militaire non-maîtrisé.

Dialoguer et non sanctionner, contribuer à l'élaboration de mesures de confiance, plaider pour la création à l'échelle de l'Asie toute entière d'une organisation de sécurité qui lui fait cruellement défaut, convaincre l'Inde et le Pakistan d'accepter un arrêt contrôlé du développement de leurs programmes nucléaires, réussir la négociation d'arrêt de toute production de matière fissile à usage militaire, obtenir qu'avant la conférence de mise en oeuvre du traité d'interdiction des essais, dans un an, l'Inde et le Pakistan signent ce traité sans conditions et que le Congrès américain le ratifie, voilà le seul chemin susceptible d'éviter deux catastrophes annoncées : un dérapage nucléaire en Asie du Sud et la destruction du régime de non-prolifération patiemment construit depuis 30 ans.

Si l'Inde et le Pakistan s'engagent résolument dans cette voie, la communauté internationale devra alors réfléchir aux conditions de réalisation, dans ces pays, de programmes électro-nucléaires sûrs et contrôlés, indispensables pour répondre à leurs considérables besoins en énergie et aussi à la nécessité impérieuse de limiter dans le monde les émissions de gaz à effet de serre.

La France, qui a établi un dialogue intense et confiant avec l'Inde comme avec le Pakistan, doit rester en initiative sur ce dossier qui est un dossier crucial pour la stabilité mondiale, et ceci en liaison étroite avec ses partenaires membres permanents du Conseil de Sécurité.

Mais la France doit être tout aussi active face aux risques immédiats d'autres proliférations : balistique, chimique et biologique. Elle devra en particulier prendre rapidement une initiative pour relancer la négociation de mise en place d'un véritable instrument de vérification de la convention d'interdiction des armes biologiques.

L'urgence est d'autant plus grande que ces armes de destruction massive pourraient bien, demain, être détenues par des groupes terroristes. La puissance des explosifs qu'ils parviennent à se procurer leur permet déjà de perpétrer de terribles massacres d'innocents. On vient encore de le voir en Irlande du Nord ou en Afrique.

Pour l'emporter dans un combat sans merci, nous devons obtenir de tous les Etats une condamnation sans réserve de tous les terroristes, afin qu'ils ne puissent, nulle part, trouver refuge et préparer impunément leurs crimes. Nous devons aussi négocier dans les meilleurs délais une convention contre le financement du terrorisme, pour compléter un dispositif juridique dont il faut obtenir l'application dans le monde entier. Vaincre le terrorisme sera une oeuvre de longue haleine. Nous réussirons le jour où tous les Etats seront convaincus qu'aucun n'échappera durablement à ce fléau si tous ne sont pas solidaires.

Voilà des menaces auxquelles la France, comme ses partenaires, doit faire face et contre lesquelles elle doit mobiliser l'imagination et le talent de ses négociateurs, en suscitant, dans le monde entier, les alliances les plus larges .

Le dernier choc de l'année écoulée est naturellement celui de la crise financière asiatique. Tout a

été dit et écrit sur les origines et le déroulement de cette crise. Le moment est venu en revanche d'en tirer deux leçons.

La première s'adresse à nos industriels et à nos banquiers. Après avoir été porté au pinacle, le « modèle asiatique » est aujourd'hui critiqué sans nuance. Ces deux réactions sont, naturellement, tout à fait excessives. Nous savons qu'il faudra du temps pour que ces pays retrouvent, sur des bases assainies et fortifiées, le chemin de la croissance. A condition bien sûr que les réformes nécessaires soient accomplies et que la Chine poursuive, comme elle en a sans aucun doute l'intention, la politique responsable qui lui vaut les éloges justifiés de toute la communauté internationale. Quant au Japon, indispensable locomotive de la région, il est parfaitement capable, s'il met en oeuvre les mesures nécessaires, d'assainir son appareil financier, de rendre confiance à son peuple et au monde et de conduire sa rénovation.

Il faut donc encourager nos groupes à demeurer en Asie et à y utiliser, avec discernement, les opportunités d'investissement qui se multiplient aujourd'hui. Nous n'étions pas assez présents. Sachons saisir, avec toute la prudence nécessaire, bien sûr, l'occasion d'un renforcement durable de la Maison France dans une zone qui redeviendra demain l'un des principaux pôles de croissance de la planète.

La deuxième leçon de cette crise concerne le nécessaire et urgent renforcement du système financier mondial autour du FMI. Sa mobilisation sans précédent en Asie a permis d'éviter le pire. Je tiens à rendre hommage à Michel Camdessus dont l'action doit être soutenue par toute la communauté internationale. Je saisis cette occasion pour souligner que son intervention aujourd'hui en Russie, avec le plein concours du G7, ne réussira que si les indispensables réformes internes voulues par le Président Eltsine sont résolument mises en oeuvre par le nouveau gouvernement de

M. Tchernomyrdine.

Avec la crise russe, le Fonds monétaire a atteint les limites de ses capacités d'intervention. L'augmentation des quotes-parts, décidée il y a un an, est indispensable. Mais il faut aller plus loin.

Depuis le sommet du G7 de Lyon, la communauté mondiale a engagé, dans la discrétion, des réformes considérables. Pour améliorer la transparence. Pour aider les pays émergents à mieux gérer la liberté des mouvements internationaux de capitaux et à consolider leurs systèmes financiers nationaux. Pour s'assurer que le secteur privé assume la responsabilité des décisions qu'il prend en matière de prêts. Pour accroître enfin le rôle des institutions financières internationales et la coopération entre elles.

Lors du sommet de Birmingham, j'ai proposé la transformation du comité intérimaire du FMI en véritable organe de décision au niveau ministériel afin de renforcer la légitimité du Fonds monétaire. J'ai également suggéré que se tienne en France un sommet des Chefs d'Etat ou de gouvernement des pays membres et suppléants de l'actuel comité intérimaire, pour entériner solennellement toutes les réformes actuellement en préparation, et notamment celle du FMI.

J'attache une extrême importance à ce dossier. L'euro contribuera puissamment à la stabilité du système financier international. Mais si nous ne sommes pas capables de conduire rapidement les réformes nécessaires, autour d'un FMI renforcé, nous serons à la merci d'une secousse brutale, dans tel ou tel pays émergent. Pour conjurer cette vraie menace sur la croissance mondiale, et sur la prospérité d'une Europe qui est devenue le premier banquier du monde, la France doit, là encore, mobiliser ses talents et rassembler peu à peu la très large coalition internationale sans laquelle la réforme du FMI ne pourra pas être adoptée.

D'autres grandes causes, vous le savez, appellent une intervention vigoureuse de la France : la lutte contre la drogue et le crime organisé et la lutte contre les maladies infectieuses et d'abord le SIDA et la lutte pour la protection de notre environnement sur laquelle je m'exprimerai en novembre à l'occasion du Congrès de l'Union Mondiale pour la Nature et la défense de la valeur universelle des droits de l'Homme et l'édification des « droits du XXI^e siècle » pour lesquels je plaiderai avec force en décembre, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'adoption à Paris de la Déclaration universelle de 1948.

L'engagement au service de ces grandes causes constitue une dimension importante de notre politique étrangère. Il contribue au rayonnement de la France et à l'attrait de son message. Je souhaite que, pour en accroître la portée, soient nommés au Quai d'Orsay - j'ai eu l'occasion d'en parler au Ministre -, deux ou trois Ambassadeurs qui seraient spécifiquement chargés de dossiers tels que l'environnement, les droits de l'Homme, la lutte contre la drogue et le crime organisé. Mais le rayonnement de la France tient aussi à la présence et à l'aide effective qu'elle a su maintenir en direction de deux cercles de solidarité qui se recoupent en partie : l'Afrique et la francophonie. Selon les dernières statistiques de l'OCDE, la France est redevenue, en chiffres absolus, en valeur absolue, le deuxième donneur d'aide publique au développement, derrière le Japon. Cet effort considérable s'accompagne de la recherche d'une efficacité accrue à travers la réforme engagée de nos outils de coopération.

Je continuerai de me battre pour l'indispensable maintien de l'aide publique. Malgré bien des difficultés et des drames, l'Afrique progresse sur le chemin de la démocratie, de la bonne gouvernance et du développement. Ce n'est pas le moment de l'abandonner. Il faut au contraire l'encourager à poursuivre ses réformes. Sa croissance, établie désormais dans plus de 40 pays, pourrait être durablement accélérée si les flux de capitaux internationaux, publics et privés, étaient accrus. Le commerce ne doit pas servir d'alibi au recul de l'aide. La France doit toujours et partout souligner l'enjeu et l'obligation morale que représente l'intégration des pays les plus pauvres dans l'économie mondiale, et, pour cela, le caractère irremplaçable et incontournable de l'aide publique : la face du XXI^{ème} siècle en sera transformée.

Le sommet Afrique-France qui se tiendra à Paris fin novembre sera pour moi l'occasion de développer les principaux éléments d'une politique africaine poursuivie avec constance depuis mon élection et qui tient en trois mots : fidélité, ouverture et modernisation. Mais j'évoquerai aussi avec tous nos partenaires africains les questions de sécurité, qui seront, vous le savez, au coeur de ce prochain sommet.

Les événements qui continuent de marquer l'Afrique Centrale illustrent de façon dramatique les résultats d'actions fondées sur l'ingérence extérieure et l'emploi de la force pour s'emparer de l'Etat, au mépris de l'intérêt des peuples et des droits de l'homme.

La communauté internationale doit aider cette région à s'engager résolument sur le chemin de la stabilité, de la démocratie et du développement. Le problème de la sécurité dans la région des Grands Lacs doit être traité enfin. La France a proposé, vous le savez, la réunion d'une Conférence pour la paix. Elle apportera tout son concours aux propositions qui iront dans ce sens. L'Afrique donc, mais aussi la francophonie.

Dans un an, le sommet de Moncton permettra à ses 52 membres de mesurer, avec le premier Secrétaire général de notre Mouvement, le chemin parcouru depuis Hanoi. Je souhaite que le rôle politique de ce Mouvement s'affirme avec pragmatisme et que la réforme de l'Agence et de son administration soit conduite avec détermination pour que soient mieux identifiés les objectifs communs et mieux utilisés les crédits mis à sa disposition. La même démarche s'impose d'ailleurs pour les autres opérateurs.

La Francophonie se renforce parce qu'elle répond à un vrai besoin : préserver la diversité des langues et des cultures de notre planète face aux risques évidents de l'uniformisation culturelle. Sur cette solidarité particulière, la francophonie, nous entendons fonder des actions pour la paix, la démocratie et pour le développement.

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Affirmer l'identité et défendre les intérêts de la France, bâtir une Europe unie, puissante et prospère, édifier un monde multipolaire harmonieux, pacifique et sûr, maîtriser la mondialisation au bénéfice de tous : voilà nos objectifs. Le Président de la République, le Premier Ministre et le Gouvernement mobilisent leurs efforts pour les atteindre. Et la France est d'autant mieux entendue que son message est cohérent, généreux, ambitieux. A vous, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, de transformer, dans tous les domaines, ce message en action et cette action en résultats.

Je suis sûr que votre réunion annuelle, qui a été fort bien préparée, vous y aidera. Je souhaite qu'elle vous permette aussi de mieux cerner les contours de vos missions qui ne cessent de

que je vous permette aussi de mieux cerner les contours de vos missions qui ne cessent de s'enrichir. Et je ferai à ce sujet, en terminant, une réflexion.

C'est une évidence, les relations entre les nations dépassent de plus en plus les relations entre les Etats. Ce sont les sociétés tout entières, dans leurs différentes composantes, qui se croisent, se rencontrent, travaillent ensemble. Cette explosion d'échanges humains et le poids accru des opinions, qui vont, d'ailleurs, de pair avec la mondialisation, ne réduisent pas le rôle des ambassadeurs, bien au contraire. Mais ils transforment leur métier, qui est désormais plus riche, plus varié, plus ouvert, plus près des réalités.

Hier, vous deviez être à l'écoute des Etats, des gouvernements, de tout ce qui est officiel.

Aujourd'hui, vous devez être aussi à l'écoute des peuples, ce qui est une tâche exigeante, passionnante, indispensable.

Je sais que vous le faites, car vous êtes curieux des autres et du monde. C'est probablement l'une des sources de votre vocation de diplomate. Je vous encourage à aller encore plus loin dans cette voie, car il n'est pas de bonne politique étrangère sans bonne compréhension de toutes les forces, de tous les courants qui, ensemble, forment la personnalité d'un peuple, l'identité d'une nation et expliquent bien des évolutions majeures sur la scène internationale.

C'est en allant sur le terrain, au devant de tous les acteurs de la société civile, que vous percevrez les attentes, les projets, les mouvements d'opinion. Et c'est en développant cette connaissance politique, sociologique, psychologique que nous pourrons resserrer la trame des liens d'amitié et de solidarité qui nous unissent au monde et, ce faisant, mieux faire connaître notre propre pays et la politique qu'il conduit.

Une grande politique étrangère s'appuie sur quelques réalités : l'importance stratégique d'un pays, son histoire, sa culture, son poids et son dynamisme économiques, sa force militaire, son aptitude à avoir une vision claire de l'avenir et des objectifs qu'il veut atteindre. Mais aujourd'hui, plus encore qu'hier, il n'y a pas de grande politique étrangère sans volonté et capacité de comprendre les peuples, de prendre en compte leurs aspirations et de faire partager au plus grand nombre ses analyses et ses ambitions.

Je souhaite que vous considériez cette dimension humaine et moderne de votre mission comme une nécessité essentielle de notre action diplomatique.

Parce que je connais personnellement la plupart des chefs de poste dont je lis attentivement les télégrammes, parce que je connais les responsables de l'administration centrale, je sais la qualité des hommes et des femmes qui, ensemble, forment cette grande maison qu'est le Quai d'Orsay. Je sais pouvoir compter sur tous nos ambassadeurs pour donner le meilleur d'eux-mêmes, notamment lorsque les conditions sont difficiles et ils en ont toujours fait la preuve. Aujourd'hui je vous invite à aller plus loin, à vous dépasser dans la plus exigeante des missions : être la France dans le monde.

Je vous remercie.